"NAMING AND SHAMING IS VERY IMPORTANT"

Mr. Bernard Eko, Staff, National Commission for the Promotion of Bilingualism and Multiculturalism.

What appreciation do you make of the fight against corruption carried out by CONAC?

The work of CONAC is very gigantic because corruption is very profound in our society. It is an age long old practice in human history. The case of Cameroon is even peculiar. In the years 1999 and 2000, Cameroon was declared the most corrupt country in the world by Transparency International. 20 years down the lane, although we've not eradicated corruption, we've reduced it considerably. CONAC has a huge job. Naming and shaming is very important. This is where I think CONAC can go very fast because if you shame you will blow the whistle. The effect of social sanction on the individual or the institution concerned is very fast. It's faster than taking somebody to prison.

The 2020 Report on the state of the fight against corruption in Cameroon indicates that some institutions are reluctant to fight against corruption. What is your take?

Truly, there is a certain resistance from certain institutions to send in their reports to CONAC. One might be forced to ask if those heading such institutions are corruption-free. However, it is imperative that they should show good faith by sending their report to CONAC so that CONAC can make an evaluation of what they have done in fighting against corruption.

Some Regions were particularly indicted in the Report as being vulnerable to corruption.

Corruption is nationwide. However, we noticed that some Regions are completely left out. I guess the problem might be that your institution is not present in all the Regions. It will be important for CONAC to have Regional agencies. This will enable the institution to be able to put a finger on what is happening very fast. If the 'naming and shaming sanctions' are slow in coming, the damage will be very incalculable. So, I think it is good for CONAC to act fast by establishing Regional branches. This is going to help.

The public is also complaining about CONAC lacking of prosecutorial powers.

I humbly think that cases should not only be put in reports, but rather be taken to court very fast. Treatment in court should also be very fast because we assume that CONAC ought to have already done the ground work; the investigations and the findings which should help the court in proceeding very fast with whoever is involved.

What can CONAC do to further its work?

All we can do is give a pat on the back to CONAC for the gigantic effort that they are doing despite the enormous difficulties that they have at the financial, human, infrastructural and even the perception that people have about the institution. We need to do a lot of education of the population so that they should understand that this institution is there for their own good.

« IL Y A EU D'ÉNORMES PROGRÈS DANS LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION »

Monsieur NJIEMOUN MAMA, Secrétaire Adjoint aux Organisations Spécialisées du Comité Central du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC).

« J'ai été agréablement surpris et satisfait par la présentation du résultat de la lutte contre la corruption au Cameroun en 2020 par le Président de la CONAC. Je note d'ailleurs que ce travail va de l'avant car il y a eu d'énormes progrès dans la lutte contra la corruption. Ce fléau, même s'il n'est pas complètement éradiqué, a baissé sensiblement ».

« S'IL N'Y A PAS DE PUNITION INQUIÉTANTE ET ANGOISSANTE POUR TOUT GESTIONNAIRE DE LA FORTUNE PUBLIQUE, IL N'Y AURA PAS DE CHANGEMENT. »

Honorable Cabral Libii, Président du Parti Camerounais pour la Réconciliation Nationale (PCRN).

« D'année en année, la principale limite des Rapports de Lutte Contre la Corruption au Cameroun, c'est leur implémentation, c'est l'impact lorsqu'on a épinglé des gens dans ces Rapports. Des Rapports Anti-Corruption ont épinglé des détourneurs de fonds publics avec éléments et démonstrations à l'appui et ces gens ont été promus dans l'administration. Beaucoup sont en liberté. Les gens dont nous parlons ne sont pas « des voleurs à la tire » dans la rue, ce sont des gens qui incarnent l'autorité de l'Etat. Or, l'exemple doit venir d'en haut ; s'il n'y a pas de punition inquiétante et angoissante pour tout gestionnaire de la Fortune Publique, il n'y aura pas de changement. J'arrive donc à la conclusion qu'il y a une main invisible qui ne veut pas lutter contre la Corruption parce que le système qui gouverne les Camerounais est un système tellement gangréné que si on le prive de corruption, il va s'écrouler le lendemain. Lorsqu'on paie deux cent mille de salaire à quelqu'un, il vole pour s'acheter un terrain. Lorsqu'on confie des budgets au Chef de bureau, il les vole. C'est le pays de la souris, tout le monde vole, et on construit des pièges à souris dont tout le monde sait comment les éviter et on fait une grande danse sur place en faisant semblant ou en donnant l'impression qu'on veut vraiment lutter. On enlève la Corruption du Système qui gouverne le Cameroun, je vous assure qu'en quarante-huit heures, il s'écroule ».

HOW TO DENOUNCE CORRUPTION

What to denounce: Any act of corruption which you witness. Lay emphasis on the facts.

Who to denounce: Everybody involved in any act of corruption. Get his/her names, place of work and function. Describe what he/she does. You can decide to remain anonymous.

How to reach CONAC: Address your complaint to the Chairperson of CONAC and forward using the following means of communication.

- ***Hotline: 1517 (calls are free of charge)***
- ***Hand mail: Drop your denunciation at the Headquarters of the National Anti-Corruption Commission located at the Yaounde Conference Centre.***
- ***Postal mail: Send to P.O. Box 33200 Yaounde***
- ***Téléphone : 222 20 37 30 / 658262682 / 651649194***
- ***Fax: 222 20 37 30***
- ***Email: info@conac.cm***

The denunciation of corruption is a patriotic obligation and a civic responsibility.

PROGRAMME DE DIFFUSION D'« ESPACE CONAC » - 13MN

VERSION TÉLÉVISÉE

	Jour de diffusion	*Heure de diffusion*
CRTV	Mercredi	15h30
	Jeudi	15h30
Canal 2 International	Lundi	18h30
	Jeudi	15h00

VERSION RADIO

CRTV Poste National	Lundi	16H40

PROGRAMME DE DIFFUSION D'« ESPACE CONAC ALERTE» - 6MN

CRTV Télévision	Lundi	09h00
	Mercredi	18h00
CRTV Poste National	Mardi	09h00
	Jeudi	09h00

DIS « NON » A LA CORRUPTION, CHAQUE « NON » COMPTE !

CONAC NEWSLETTER
Bulletin bilingue mensuel d'information de la Commission Nationale Anti-Corruption
Tél : 222 20 37 32 Fax : 222 20 37 30
Ligne Verte: 1517 / BP 33 200 Yaoundé
info@conac.cm, www.conac.cm

Directeur de Publication
Rév. Dr. Dieudonné MASSI GAMS

Directeur de Publication Délégué
Pr. François ANOUKAHA

Conseil Editorial
NGALLE EYOUM

Rédacteur en chef
Irene MORIKANG TCHE

Rédaction
Irene MORIKANG TCHE
Richard FEGUE EKANI, Benjamin FOUDA EFFA,
Anselme NDOPATA, Jacques TCHENEM VANDOU,
William ITOE TITI, Miranda ATAM

Secrétariat
Eunice BIH F. AZIE
Sylvie VOUFACK
Simon Pierre NTAP

Impression
Régie / CONAC

REPUBLIQUE DU CAMEROUN — REPUBLIC OF CAMEROON

Octobre / October 2021

Année / Year 5, N° 058

CONAC NEWSLETTER

Bulletin bilingue d'information de la Commission Nationale Anti-Corruption

Gratuit / Free

Tél: 222 20 37 32, 658 262 682, 651 649 194 • Fax: 222 20 37 30 • Hotline: 1517 B.P/P.O Box : 33 200 Yaoundé Website : www.conac.cm Mailto : info@conac.cm

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION AU CAMEROUN EN 2020

TRANSPORT ROUTIER: SOUS-SECTEUR LE PLUS DENONCÉ

Le 11ème Rapport sur l'état de la lutte contre la corruption au Cameroun a été présenté par la CONAC le 23 septembre 2021, dans la Salle Tripartite du Palais des Congrès de Yaoundé.

Tout le monde peut désormais avoir un avis documenté sur la situation de la lutte contre la corruption au Cameroun en 2020. Le Rapport de 224 pages, élaboré à la haute attention du Président de la République et dont la publication est prévue par le décret N° 2006/088 du 11 mars 2006 portant création, organisation et fonctionnement de la Commission Nationale Anti-Corruption, a été rendu public le jeudi 23 septembre 2021. La cérémonie solennelle y relative était présidée par le Président de la CONAC, le Révérend Docteur Dieudonné MASSI GAMS en présence des Corps constitués de l'Etat, des membres du Corps diplomatique, de la Société Civile et de nombreux journalistes.

Tous les corps constitués de l'Etat ont été représentés.

La cérémonie solennelle présidée par le Président de la CONAC.

Dans son discours, le Président de la CONAC, le Révérend Docteur Dieudonné MASSI GAMS qui présidait la séance, a révélé que le phénomène de la corruption a été fortement décrié en 2020 à travers divers canaux dont les appels reçus au numéro vert le 1517. Sur 2 470 appels ayant un lien direct avec la corruption, 17% concernent le sous-secteur des Transports Routiers, qui de ce fait est le plus décrié. Il est suivi, dans l'ordre, par les Affaires Foncières (14,60%), les Forces de Maintien de l'Ordre (13,60%), les Finances (12,60%) et la Justice (11,30%).

Le Président de la Commission Nationale Anti-Corruption a apporté des éclairages aux préoccupations soulevées par certains invités lors d'un échange libre.

Ces invités ont formulé des suggestions à l'attention de la CONAC pour une lutte beaucoup plus efficace, d'autres ont présenté des excuses pour n'avoir pas pu acheminer les contributions de leur structure à temps à la CONAC ; d'autres encore ont encouragé l'Institution dans l'accomplissement de sa mission de contribuer à la lutte contre la corruption au Cameroun.

Chaque invité est reparti, doté d'un exemplaire du Rapport sur l'état de la lutte contre la corruption au Cameroun en 2020.

Cette cérémonie dont le but premier est d'informer annuellement l'opinion sur la situation de la lutte contre la corruption au Cameroun, a été couverte par une centaine de journalistes de la presse nationale et internationale pour la bonne information des Camerounais sur ce qui s'est fait en 2020 en matière de lutte contre la corruption.

CAMEROON'S 2020 ANTI-CORRUPTION STATUS REPORT RELEASED

The 11th edition of the Report on the State of the Fight against Corruption in Cameroon in 2020, was made available to the public, by the National Anti-Corruption Commission, on the 23rd of September, 2021.

The solemn presentation ceremony at the Tripartite Hall of the Yaounde Conference Centre, kick-started with the observation of a moment's silence to honour the memories of Honourable Chief Norbert MBILE NANGIYA, deceased member of CONAC's Coordinating Committee and victims of the various crise the country is facing.

The over 400 guests went home with copies of the Report.

In his welcome address, Rev. Dr. MASSI GAMS, disclosed that denunciations received in the course of the year 2020, projected the Road Transport sector, Land Administration, Law and Order, Finances and Justice as the most corrupt sectors in the country. The CONAC boss also revealed that the financial damage suffered by the State of Cameroon as a result of corruption related offences, is estimated at 17 611 274 184 FCFA (seventeen billion, six hundred and eleven million two hundred and seventy-four thousand, one hundred and eighty-four francs), as per investigation reports conducted by CONAC and decisions rendered by the Budget and Finance Disciplinary Council and the Special Criminal Court in 2020.

Another major part of the presentation ceremony was a question and answer session which dispelled doubts and addressed the concerns of guests in matters of the fight against corruption, the content of the report as well as the activities of CONAC.

Furnished with the 2020 Report, the over 400 guests present, departed with a resounding take home message from CONAC's Chair, imploring that kids and other members of hou seholds, be taught to refrain from what does not belong to them, for a better Cameroon.

BE THE CHANGE YOU WANT TO SEE IN CAMEROON
DENOUNCE ALL ACTS OF CORRUPTION TO CONAC

RAPPORT CONAC 2020 : LES INNOVATIONS

L'innovation majeure a été l'organisation de la cérémonie de présentation de ce rapport au mois de septembre, au lieu du mois de décembre comme de coutume.

La présentation, jeudi 23 septembre 2021, du Rapport sur l'état de la lutte contre la corruption en 2020 au Cameroun, par la Commission Nationale Anti-Corruption, la CONAC, a attiré des foules dans la salle tripartite du Palais des congrès de Yaoundé. C'était sous la présidence du Révérend Dr Dieudonné MASSI GAMS, Président de la CONAC, en présence de plusieurs Membres du Gouvernement et des Membres du Corps Diplomatique, entre autres.

L'innovation majeure a été l'organisation de la cérémonie de présentation de ce Rapport au mois de septembre, au lieu du mois de décembre comme de coutume.

Ce changement de date de publication s'explique par le fait que plusieurs Membres du Gouvernement et du Corps Diplomatique sont généralement en congé de Noël. Par conséquent, très peu prennent part à la cérémonie de présentation du Rapport sur l'état de la lutte contre la corruption produit par la CONAC. Pour ce 11ème Rapport, plusieurs Membres du Gouvernement et représentants des Missions diplomatiques au Cameroun ont honoré de leur présence la cérémonie de présentation dudit rapport.

Plusieurs membres du gouvernement et représentants des missions diplomatiques étaient présents.

Les participants ont reçu des copies du rapport dans un sac CONAC portant le numéro d'appel gratuit, le 1517.

Une autre innovation majeure de ce 11ème Rapport sur l'état de la lutte contre la corruption a été sa publication simultanée sur le site Web de la CONAC www.conac.cm, donnant la possibilité au public de consulter le document en ligne en anglais et en français.

Dans le fond, le Rapport, sur la base d'une méthodologie toute particulière, dévoile les Administrations ou secteurs les plus décriés en matière de mauvaises pratiques. Ainsi, sur la base des appels ayant un lien direct avec la corruption, un classement des Administrations les plus denoncées a été fait.

Contrairement aux éditions précédentes où les participants recevaient des copies du Rapport dans un sac CONAC noir ou jaune, cette fois le paquet à emporter s'est transformé en un sac blanc coloré et bien conçu avec l'étiquette CONAC et le numéro d'appel gratuit, le 1517, estampillé dessus.

OVER FCFA 17 BILLION LOST TO CORRUPTION IN 2020

Cameroon's 11th Anti-Corruption Status Report, presented by the Chairman of CONAC, Rev, Dr, Dieudonné MASSI GAMS, during a heavily attended ceremony at the Yaounde Conference Centre, showcases preventive and repressive actions taken by several structures to fight against corruption within the year 2020.

The Report on the State of fight against corruption in Cameroon in 2020, projects the Road sector, Land Administration, Law and Order, Finance and Justice, as the most denounced corrupt sectors in the country, in descending order.

The 224 pages document, rich in statistics, pinpoints that the financial damage suffered by the State of Cameroon in 2020, as a result of corruption related offences is estimated at 17 611 274 184 F CFA (seventeen billion six hundred and eleven million two hundred and seventy-four thousand one hundred and eighty-four francs)

Divided in five parts, the 2020 Report details the anti-corruption activities carried out by Control Institutions, Courts, Ministries, Public and semi-public Institutions, as well as the activities of the Private Sector and civil society organisations. These contributions impacted CONAC's 2020 Report on the State of the fight against corruption.

It was a highly attended ceremony.

Focus is place on the activities carried out by Control institutions, notably the National Anti-Corruption Commission, the Supreme State Audit Office, the National Agency for Financial Investigations, the Special Criminal Court, the Audit Bench of the Supreme Court, the Public Contracts Regulatory Board and the Electricity Sector Regulatory Agency.

Actions undertaken by anti-corruption units in government Ministries, State corporations, private sector enterprises and civil society organisations are also highlighted in the document produced both in English and French.

The Report highlights activities carried out by CONAC, such as sensitisation campaigns through caravans, the creation of Integrity Clubs in schools and universities, the mobilisation of the masses against electoral fraud during the twin Municipal and Legislative Elections, as well as the Regional Elections. CONAC's investigations carried out within the year, including sanctions inflicted on those found guilty of corruption; also stand out in the report.

According to the Report on the State of fight against corruption in Cameroon in 2020, the battle against violation on public property and governance are still to yield the desired fruits in the country.

WHAT IT TAKES TO FIGHT AGAINST CORRUPTION

Fighting corruption is a conscious act, not an accident.

So….

Don't just wish for change. Be the change you want to see in the fight against corruption in Cameroon.

Corruption has to do with managing greed and fear.

So….

Put fear into the camp of the corrupt.

A candle does not lose its light by lighting others.

So….

Share good values with all those around you.

WE CAN OVERCOME CORRUPTION BY OUR EFFORTS. THE VICTORY CANNOT BE DECREED OR ACCOMPLISHED BY WISHFUL THINKING.

DIS « NON » A LA CORRUPTION, CHAQUE « NON » COMPTE !

TELLING QUESTIONS, CONVINCING RESPONSES

The questions and answers session during the presentation of CONAC's 2020 annual report on the fight against corruption in Cameroon brought out some of the concerns of the public which ranged from the content of the report to the functioning of CONAC.

The presentation of the 2020 Annual Report on the State of the Fight against Corruption in Cameroon by the National Anti-Corruption Commission, CONAC, sparked reactions from the public that turned out amass at the Yaounde Conference Centre on Thursday, September 23, 2021. The Probing began shortly after a summary presentation of the content of the report by the Chairman of CONAC, Rev, Dr. Dieudonné MASSI GAMS. The questions ranged from the content of the report to the functioning of CONAC.

What are the chances of eradicating corruption in Cameroon, with the highly awaited Anti-corruption Law? How efficient can CONAC claim to be in handling corruption cases in far-off Regions when the Institution remains centralised in Yaounde? Why has CONAC not signed protocol agreements with the Ministries of Education and that of Culture, given the vital role they stand to play in the fight against corruption? Why does CONAC focus more on training members of the Anti-Corruption Units at the Ministry of Public Service and Administrative Reform, MINFOPRA, when there are other units in other ministries needing similar training? These are some of the preoccupations aired by participants.

Questions were raised on the content of the Report...

...and on the functioning of CONAC.

In his answers to these questions, Rev, Dr, Dieudonné MASSI GAMS said the fight against corruption is a collective effort and must not be considered as a responsibility reserved for CONAC. He cited other bodies in Cameroon involved in the fight and noted that the battle would be more successful if every citizen gets fully engaged. The Chairman of CONAC went further to explain that the National Anti-Corruption Commission is ready to organise training sessions, free of charge, to reinforce the capacities of members of Anti-Corruption Units in any institution in the country upon request.

The CONAC boss further explained that his institution has as roadmap the National Anti-Corruption Strategy, which requires the involvement of all stake holders in the public and private sectors.

The Vice Chairman of CONAC, Prof. François ANOUKAHA, from time to time stepped in to shed more light on some issues raised by the public.

"VIOLATIONS ON PUBLIC PROPERTY AND GOVERNANCE HAVE NOT REDUCED IN OUR COUNTRY"

Excerpts of the speech of the Chairman of CONAC, Rév. Dr. Dieudonné MASSI GAMS, at the ceremony to launch Cameroon's 2020 anti-corruption status report.

In the 2019 edition, CONAC received a total of 98 contributions from external sources, but this number dropped to 65 in 2020, representing a decrease of 33 contributions in absolute terms and 33.67% in relative terms. This decrease applies to some Courts, some Ministries, some public enterprises and civil society.

25 Ministries forwarded their activity reports to CONAC, compared to 31 for the 2019 Report. In addition to the Ministry of Territorial Administration, the Ministry of Agriculture and Rural Development and the Ministry of State Property, Surveys and Land Tenure, whose contributions were not included in the previous report, we regret that this Report is void of the activity Reports of the following Ministries: Ministry of Decentralisation and Local Development, Ministry of Forestry and Wildlife, Ministry of Livestock, Fisheries and Animal Industries, Ministry of Water Resources and Energy, Ministry of Posts and Telecommunications, Ministry of the Environment, Nature Protection and Sustainable Development, Ministry of Secondary Education and Ministry of Higher Education...

Data on complaints received on CONAC's toll-free number, 1517, show that 12 675 calls were received in 2020, compared to 17 350 in 2019, representing a relative drop of 26.94% and 4 675 in absolute terms. Out of the 2,470 calls having a direct link with corruption, 17% concern the Road Transport subsector, which is therefore the most decried. The next most deplored sub-sector is Land Administration (14.60%), followed by Law and Order (13.60%), Finance (12.60%) and Justice (11.30%).

Rev. Dr. Dieudonné MASSI GAMS, Chairman of CONAC.

The Report on the State of the Fight against Corruption in Cameroon in 2020 shows that notwithstanding the very difficult social context, violations on public property and governance have not reduced in our country. The number of complaints received by CONAC is a clear indicator of this reality: 16,067 in total!

As we point out every year, these offences impede the development of our country. As a matter of fact, the financial damage suffered by the State of Cameroon as a result of corruption and related offences, according to reports of investigations conducted by CONAC and the decisions rendered by the CDBF and the SCC in 2020, is estimated at a total of CFA 17,611,274,184 (seventeen billion six hundred and eleven million two hundred and seventy-four thousand one hundred and eighty-four) francs.

Despite this, the President of the Republic, His Excellency Paul Biya, has remained steadfast in his determination to fight the scourge of corruption. This was demonstrated by the signing, on 1 April 2020, of the decree ratifying the African Union Convention on Preventing and Combating Corruption, adopted in Maputo, Mozambique on 11 July 2003.

It should be noted that by ratifying this Convention, our country has reinforced its legal framework in the fight against corruption, particularly with regard to illicit enrichment. At the same time, it reaffirms to the international community its determination to overcome this scourge.

COMMENT DENONCER UN ACTE DE CORRUPTION

Que dénoncer? Tout acte de corruption en mettant l'accent sur les faits.

Qui peut-on dénoncer? Toute personne impliquée dans un acte de corruption.

Comment dénoncer ? Indiquer les noms, prénoms, lieu de service et fonction de la personne dénoncée. Décrire l'acte posé. Il est possible de faire une dénonciation anonyme.

Comment contacter la CONAC ? On peut, par une requête, saisir Monsieur le Président de la CONAC par l'une des voies suivantes:

- ***Ligne verte : 1517 (les appels sont gratuits)***
- ***Courrier : Déposer la dénonciation au siège de la CONAC sis au Palais des Congrès de Yaoundé.***
- ***Boîte Postale : B.P. 33200 Yaoundé.***
- ***Téléphone : 222 20 37 30 / 658262682 / 651649194***
- ***Fax : 222 20 37 30***
- ***Email : info@conac.cm***

En dénonçant la corruption, vous contribuez à la construction d'un Cameroun uni, fort et prospère.

INTEGRITY IS A PERMANENT QUEST. SAY NO TO CORRUPTION EVERY TIME, EVERYWHERE